RÉSUMÉ

1. L'Ukraine, l'un des pays les plus grands d'Europe, possède des sols fertiles, des ressources en eau abondantes, et des ressources minérales et énergétiques variées. Classée par la Banque mondiale dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, elle a le plus faible PIB par habitant parmi les 15 économies émergentes et économies en développement d'Europe (un peu plus de 5 500 USD aux prix courants en 2024), mais le sixième PIB en termes absolus. La guerre, qui a conduit à l'imposition de la loi martiale le 24 février 2022 dans le pays, a profondément influencé l'évolution de la situation pendant la fin de la période considérée (2017-2024). La guerre en cours a non seulement été à l'origine de coûts humains élevés, de pertes économiques importantes et de dommages environnementaux considérables en Ukraine, mais elle a aussi aggravé plusieurs problèmes qui entravent depuis longtemps le développement économique et l'amélioration du niveau de vie du pays, y compris l'insuffisance des investissements, la baisse du ratio du commerce au PIB et la faiblesse de la croissance de la productivité. Malgré les lourdes contraintes imposées par la guerre du côté de l'offre et dans d'autres domaines, l'économie a fait preuve d'une résilience considérable, même si la production reste bien inférieure au niveau enregistré avant la guerre. En outre, les autorités ont pris des mesures importantes pour faire fond sur la grande ouverture du régime commercial de l'Ukraine, portées par une ferme volonté de rejoindre l'Union européenne.

2. Depuis le précédent examen en 2016, le poids du commerce international dans l'économie a continué de diminuer, le ratio du commerce total au PIB étant tombé à 78% en 2023, contre près de 106% en 2016. Cela s'inscrit dans une tendance observée depuis longtemps et imputable à une série de chocs internes et externes. Le dernier de ces chocs, à savoir la guerre en cours, s'est traduit par une chute de 33% de la valeur des exportations entre 2021 et 2022, ce qui a suscité des préoccupations concernant la sécurité alimentaire mondiale, compte tenu du rôle traditionnellement joué par l'Ukraine en tant que grand exportateur de produits agricoles, en particulier de céréales et d'huile de tournesol. Ces préoccupations ont été partiellement dissipées car certains produits agricoles ukrainiens ont continué à être exportés via la mer Noire et d'autres voies fluviales et terrestres, dans des conditions toutefois précaires. Le système commercial mondial a également joué un rôle essentiel dans la prévention d'une crise alimentaire mondiale en 2022, en permettant aux pays tributaires des importations de produits alimentaires en provenance d'Ukraine de trouver d'autres fournisseurs et produits pour répondre à leur demande.

3. La perte d'importance du commerce dans l'économie s'est accompagnée d'un changement marqué de la structure des échanges, qui a été observé au cours de la période considérée, mais qui est aussi manifeste depuis l'accession de l'Ukraine à l'OMC en 2008. En ce qui concerne la composition des échanges, la valeur des produits agricoles dans les exportations totales a plus que triplé entre 2008 et 2023 (passant d'environ 17% à près de 61%), tandis que les parts du fer et de l'acier, qui font depuis longtemps partie des principaux produits exportés par le pays, ont été divisées par cinq pendant la même période (tombant de 38% à environ 7%). Dans le même temps, la répartition géographique des échanges de l'Ukraine a nettement évolué, se détournant de la Fédération de Russie ainsi que d'autres parties de l'ex-Union soviétique pour se réorienter vers l'Union européenne, qui, en 2023, représentait près de 65% de la valeur totale des exportations ukrainiennes de marchandises, contre 27% en 2008.

4. Ces changements reflètent la transition plus large opérée par l'économie ukrainienne, qui s'écarte de certains domaines de spécialisation développés pendant l'ère soviétique. Cette transition crée quant à elle des possibilités d'accroître le niveau généralement faible de participation de l'Ukraine aux chaînes de valeur régionales et mondiales et de tirer parti des secteurs affichant une croissance rapide du commerce. L'un de ces secteurs est celui du commerce des services fournis par voie numérique, dans lequel l'Ukraine obtient de très bons résultats depuis l'examen précédent. Les exportations ukrainiennes de services fournis par voie numérique, dont le montant total a atteint 9,4 milliards d'USD en 2023, sont principalement composées de services informatiques et d'autres services fournis aux entreprises et reposent sur un secteur des technologies de l'information florissant. Entre 2017 et 2023, les exportations ukrainiennes de services fournis par voie numérique ont progressé de 16% par an en moyenne (par rapport à un niveau de référence certes peu élevé), soit plus vite que dans toute autre région du monde, y compris l'Asie, qui connaît pourtant une croissance rapide. Cela met l'Ukraine en bonne place pour tirer parti du commerce des services en tant que catalyseur de la croissance et du développement inclusifs.

5. Grâce à ses ressources minérales diverses et riches, qui comprennent des minéraux essentiels tels que la bauxite, le graphite, le titane et le lithium, l'Ukraine pourrait aussi profiter de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales en faveur des technologies sobres en carbone et contribuer à la transition vers des énergies propres. En outre, le pays dispose d'importantes infrastructures de transport et de stockage du gaz naturel, qui pourraient être reconverties pour les gaz renouvelables, et il joue un rôle dans le soutien à la sécurité énergétique de l'Europe.

6. La transformation de l'Ukraine en économie à forte productivité plus profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales est encore en cours et se heurte à de redoutables défis. La productivité totale des facteurs stagne depuis au moins 10 ans, tandis que les coûts du commerce augmentent depuis 2013 et restent supérieurs d'environ 14% en moyenne à ceux de l'Union européenne.

7. Un facteur clé qui bride la productivité de l'Ukraine est le niveau toujours faible des investissements. La formation brute de capital fixe, qui s'élevait à 17% du PIB en 2023, suit une trajectoire descendante depuis de nombreuses années. Cette évolution traduit des difficultés de longue date concernant l'attraction de l'investissement étranger direct (IED), y compris la faiblesse des institutions, des lacunes dans la mise en œuvre des lois et règlements, la présence généralisée d'entreprises publiques inefficaces dans des secteurs économiques cruciaux, le sous-développement du système financier et, plus récemment, l'incertitude créée par les tensions géopolitiques. Le manque de concurrence sur de nombreux marchés a été identifié comme un autre facteur affectant l'investissement. À cet égard, il a notamment été observé que la présence d'entreprises publiques et de groupements d'entreprises menant des activités sur de multiples marchés et dans plusieurs secteurs économiques avait entravé l'accès aux marchés et réduit les incitations à améliorer l'efficacité.

8. En partie pour répondre au problème du sous-investissement, l'Ukraine cherche à améliorer les conditions globales de l'activité des entreprises depuis le précédent examen. En 2016, elle a adopté plusieurs réformes de son système judiciaire, créant entre autres une Haute Cour anticorruption, qui est entrée en activité en septembre 2019. L'Ukraine donne également la priorité à l'utilisation d'outils numériques pour contribuer à améliorer la transparence, l'intégrité et l'efficacité de son administration publique. Une initiative clé à cet égard consiste à faire tenir l'"État dans un smartphone", dans le but d'offrir un accès numérique à un large éventail de services publics. L'Ukraine a aussi mené une réforme de son régime de propriété intellectuelle (PI) afin de l'aligner sur celui de l'Union européenne et sur les normes internationales. Dans ce cadre, elle a modifié ou remplacé des lois essentielles en matière de PI et mené des réformes institutionnelles, créant entre autres une autorité nationale chargée de la PI et une Haute Cour pour la propriété intellectuelle.

9. Parmi les autres mesures visant à permettre l'investissement étranger et national figurent l'établissement d'un organisme de promotion et de coordination des investissements, l'introduction de nouveaux programmes d'incitations et la collaboration avec des partenaires internationaux pour offrir aux investisseurs une assurance contre les risques pour la sécurité liés à la guerre. D'une manière générale, les investisseurs étrangers établis en Ukraine sont considérés comme des personnes morales nationales et bénéficient du traitement national après leur établissement. Avant l'établissement, des restrictions en matière de propriété étrangère s'appliquent aux terres agricoles, aux services de transport aérien et maritime, au transport de gaz naturel et aux services de radiodiffusion. Les investissements étrangers et les investissements nationaux peuvent être soumis à des restrictions dans les domaines désignés comme "monopoles naturels", y compris le transport par conduites, le stockage de gaz naturel, le transport et la distribution d'électricité, l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et certains services spécialisés dans les ports et les aéroports. Les investisseurs étrangers ne sont, pour la plupart, pas soumis à des processus d'enregistrement, de sélection ou d'approbation. Il existe une exception: l'achat de terrains de l'État et des municipalités par des entreprises étrangères, qui est soumis à un examen préalable. L'investissement privé et l'IED seront cruciaux pour le redressement et la reconstruction de l'Ukraine, dont le coût devrait s'élever à 486 milliards d'USD au cours de la prochaine décennie, selon la Banque mondiale.

10. L'économie ukrainienne est aussi limitée par des tendances démographiques défavorables. La population est tombée d'environ 45 millions de personnes en 2016 à 33,4 millions de personnes en 2024, principalement en raison du faible taux de natalité, de la migration de la main-d'œuvre et de l'exode et du déplacement de la population provoqués par la guerre. Cela a conduit le pays à redoubler d'efforts pour favoriser l'autonomisation économique des femmes, un aspect que les autorités considèrent comme un moteur essentiel des efforts de redressement et de reconstruction

ainsi que de la croissance économique à long terme. Ces efforts comprennent l'adoption d'une stratégie assortie d'objectifs spécifiques pour accroître la contribution économique des MPME, dont bon nombre sont dirigées par des femmes, et un soutien ciblé sur les MPME, prenant la forme de dons et de financements pour le développement de compétences et l'élaboration de plans d'activité.

11. Malgré les nombreuses contraintes auxquelles elle fait face, l'économie ukrainienne s'est montrée résiliente face aux deux grands chocs qu'elle a subis au cours de la période considérée, à savoir la pandémie de COVID-19 et la guerre en cours. Cette guerre a notamment provoqué une chute de 29% du PIB réel en 2022, dans un contexte de graves atteintes aux infrastructures énergétiques, de perturbations des routes commerciales et d'autres contraintes du côté de l'offre. La croissance économique a regagné 5,3% en termes réels en 2023 et devrait augmenter de 3% en 2024. La remarquable résilience de l'économie a été soutenue par l'adaptabilité des ménages et des entreprises, par un financement important de la part des donateurs, par des politiques macroéconomiques adéquates, par les progrès accomplis dans les réformes économiques et relatives à la gouvernance, et par le développement d'autres voies commerciales. Néanmoins, la production reste inférieure de 20% à son niveau d'avant-guerre, une grande partie du capital social a été détruit et l'incertitude est considérable quant à la durée de la guerre.

12. Reconnaissant que le commerce joue un rôle essentiel dans le soutien au redressement et à la reconstruction de l'Ukraine ainsi que dans ses perspectives économiques à long terme, les autorités ont pris des mesures pendant la période considérée pour réformer le régime commercial national. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la volonté de l'Ukraine de collaborer plus étroitement avec l'Union européenne, dont témoignent l'affirmation de "l'irréversibilité de la trajectoire européenne et euro-atlantique prise par l'Ukraine" figurant dans la Constitution ukrainienne ainsi que la participation du pays à l'OMC et à des accords commerciaux régionaux (ACR).

13. Malgré les difficultés suscitées par la guerre, l'Ukraine continue de participer activement à l'OMC. Pendant la période à l'examen, elle a accepté l'Accord sur les subventions à la pêche, modifié sa liste AGCS pour tenir compte des résultats de l'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services et ratifié l'Accord sur les marchés publics (AMP). Elle est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (mais pas à son élargissement) et participe aux travaux de l'OMC sur le commerce électronique, les MPME, le commerce et l'égalité des genres, et le commerce et la durabilité environnementale. L'Ukraine a un bilan solide en matière de notifications et, en septembre 2024, elle était à jour en ce qui concernait toutes les notifications ordinaires, à l'exception de celles sur le soutien interne dans l'agriculture. Au cours de la période considérée, elle a participé à neuf différends en tant que partie plaignante et à deux en tant que défendeur. Elle est partie à l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire.

14. L'Ukraine est partie à 19 ACR. Parmi ces accords figure l'Accord d'association avec l'Union européenne (Accord d'association), qui est entré en vigueur en septembre 2017 et a eu la plus forte incidence sur les échanges de l'Ukraine et ses politiques y relatives. Les autorités estiment que le pays a accompli environ 77% des quelque 1 950 tâches nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord d'association. En juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne; un an plus tard, les négociations en vue de son adhésion ont été ouvertes. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a conclu deux nouveaux ACR (avec Israël et le Royaume-Uni) et mis à jour ceux existants avec le Canada et la Macédoine du Nord. L'application de l'ALE de la Communauté d'États indépendants aux relations commerciales entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a été suspendue par les deux Parties.

15. En 2024, la moyenne des droits NPF appliqués de l'Ukraine reste peu élevée (4,8%), près de 40% de l'ensemble des lignes tarifaires étant en franchise de droits. La moyenne des droits NPF appliqués était de 9,7% pour les produits agricoles (définition de l'OMC), contre 3,5% pour les produits non agricoles. La structure des droits NPF est complexe: elle comprend 42 taux *ad valorem* différents (en plus des lignes en franchise de droits) et 6 types de taux spécifiques, qui s'appliquent à 134 lignes tarifaires couvrant principalement l'alcool et le tabac. Des taux saisonniers sont appliqués à certains produits agricoles tels que les fleurs coupées, les plantes, les légumes et les fruits. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées, mais certains taux appliqués peuvent dépasser le taux consolidé correspondant.

16. Les prescriptions en matière de licences d'importation et d'exportation sont principalement appliquées pour des raisons non économiques, telles que la protection de la santé publique, de la moralité et de l'environnement. Parmi les exceptions figurent les prescriptions en matière de licences appliquées pour administrer un contingent tarifaire à l'importation de sucre de canne brut et pour mettre en œuvre certaines restrictions à l'exportation destinées à prévenir les pénuries sur le marché intérieur pendant la guerre. Plus spécifiquement, au milieu de l'année 2024, l'Ukraine appliquait des prohibitions à l'exportation de sel destiné à la consommation humaine et de gaz naturel ainsi que des contingents d'exportation pour le charbon à coke, le charbon, les combustibles solides obtenus à partir de la houille, et le mazout. Elle interdit aussi les exportations de bois d'œuvre non transformé et de bois d'œuvre d'essences précieuses et rares. Les exportations de maïs, de colza, de tournesol et de blé vers la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Roumanie sont soumises à un régime de licences accordées sur la base de consultations bilatérales avec ces partenaires commerciaux. L'Ukraine perçoit des taxes sur les exportations de graines oléagineuses, de certains animaux vivants, de peaux et de déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux. Elle a suspendu ses relations commerciales bilatérales avec la Fédération de Russie.

17. Pendant la période considérée, l'Ukraine a continué de recourir à des mesures correctives commerciales. En juillet 2024, elle a appliqué 26 mesures antidumping définitives, une mesure de sauvegarde et aucun droit compensateur. Même si le nombre de mesures antidumping définitives a presque doublé depuis le précédent examen, la valeur combinée des importations visées par des mesures correctives commerciales est restée minime: selon les autorités, entre 0,04% et 0,13% des importations totales de marchandises ont été concernées entre 2017 et 2023.

18. Depuis le précédent examen, l'Ukraine a modifié sa législation douanière à plusieurs reprises dans le but d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité des procédures douanières, conformément aux normes de l'UE et aux normes internationales. Un programme d'opérateurs économiques agréés est entré en vigueur en août 2020 et des travaux sont encore en cours pour élargir les fonctionnalités du guichet unique douanier, qui comprend 15 organismes publics en plus des douanes. Au titre de la Convention relative à un régime de transit commun, à laquelle elle a adhéré en octobre 2022, l'Ukraine a également simplifié les procédures de transit douanier appliquées à ses partenaires commerciaux européens. Pendant la période à l'examen, ses résultats globaux en matière de facilitation des échanges, mesurés par l'OCDE, se sont améliorés, mais ils restent inférieurs à la moyenne des économies à revenu élevé de l'OCDE en ce qui concerne la plupart des indicateurs.

19. L'Ukraine a progressé dans la mise en place d'un système solide d'infrastructure qualité. Dans le cadre de la mise en œuvre de son Accord d'association, elle a continué d'abroger ses "normes techniques" obsolètes élaborées avant 1992, tout en harmonisant la législation, les normes et les institutions pertinentes avec celles de l'Union européenne. Une fois que l'harmonisation aura été effectuée dans les secteurs clés, l'Accord d'association prévoit la négociation d'un accord de reconnaissance mutuelle, en vertu duquel l'Ukraine aurait la possibilité de placer des produits industriels sur le marché de l'UE sans qu'il soit nécessaire d'appliquer d'autres procédures d'essai ou d'évaluation de la conformité. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a également supprimé un système de certification obligatoire coûteux et astreignant, qui s'appliquait à certaines marchandises indépendamment de leur niveau de risque.

20. L'Ukraine a continué de mettre à jour son régime SPS, y compris dans le but d'améliorer son système de coordination interne et de lui permettre de respecter ses obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC. Tous les actes législatifs dans le domaine SPS adoptés pendant l'ère soviétique ont été invalidés à compter du 1er janvier 2017. En outre, l'Ukraine a remanié son cadre juridique applicable aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Une nouvelle loi sur les OGM, devant entrer en vigueur pour septembre 2026, prévoit une interdiction permanente du maïs génétiquement modifié et une interdiction temporaire, jusqu'en septembre 2031, des betteraves à sucre et de l'huile de colza génétiquement modifiées. Elle définit également les prescriptions relatives à l'utilisation d'étiquettes faisant référence aux OGM.

21. Afin de limiter les éventuels effets de distorsion des aides d'État sur la concurrence, et dans le cadre des engagements qu'elle a pris au titre de l'Accord d'association, l'Ukraine a introduit une prescription selon laquelle les aides d'État doivent être notifiées à l'autorité chargée de la concurrence aux fins d'une évaluation de l'admissibilité avant leur octroi effectif. Toutefois, l'application de cette prescription, ainsi que d'autres règles de contrôle des subventions, a été suspendue pendant la durée de la loi martiale, plus un an. Aucun autre changement majeur n'a été

apporté au cadre juridique et institutionnel régissant la politique de la concurrence. La Banque mondiale considère que les niveaux de concentration du marché en Ukraine sont élevés et que les incitations offertes aux entreprises pour accroître leur efficacité sont faibles.

22. Le soutien public accordé aux entreprises ukrainiennes prend diverses formes et peut être fourni conjointement par des entités du gouvernement central et des organes exécutifs locaux. La plupart des initiatives visent à promouvoir les exportations, l'entrepreneuriat, la modernisation des technologies, l'innovation, la formation et la durabilité environnementale. Les différentes mesures de soutien peuvent prendre la forme de prêts à taux réduit, d'incitations tarifaires et fiscales, de garanties, de dons et de services de conseil. Un nouveau régime d'incitations pour les "investissements importants", définis comme les investissements d'un montant supérieur à 12 millions d'EUR, a été introduit en février 2021 et offre aux investisseurs des secteurs admissibles un large éventail d'avantages fiscaux, y compris des exonérations de la TVA et des droits de douane sur les importations de nouveaux équipements et composants. Ce régime vient s'ajouter aux nombreux programmes ukrainiens d'exonération des droits de douane, dont certains sont subordonnés à la condition qu'un produit identique ne soit pas produit dans le pays. C'est le cas des médicaments; des équipements et autres produits liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique; des produits utilisés dans les nanotechnologies; des machines agricoles fonctionnant aux biocarburants; et des machines, équipements, composants et matériaux importés par les parcs industriels.

23. Au cours de la période considérée, l'Ukraine a mis fin à son programme de "cumul de la TVA", qui était son programme de soutien à l'agriculture le plus important lors de l'examen précédent. Dans le même temps, elle a mis en place de nouveaux programmes de soutien à l'agriculture, y compris pour faciliter l'accès des agriculteurs au financement; développer l'horticulture, la culture de baies, la viticulture et les serres; et dédommager les producteurs agricoles pour les dommages causés par la guerre. En 2024, elle a réintroduit un programme ayant précédemment fait l'objet d'une suspension, dans le cadre duquel une partie du coût des machines et équipements agricoles fabriqués dans le pays était remboursée aux producteurs agricoles. Dans l'ensemble, le soutien aux producteurs agricoles est l'un des plus bas parmi les économies pour lesquelles l'OCDE collecte des données.

24. L'Ukraine a adopté la passation électronique de marchés publics pour renforcer la transparence, la compétitivité et l'efficacité de ses systèmes de marchés publics et de privatisation. Depuis août 2016, toutes les entités contractantes doivent utiliser Prozorro, le système ukrainien de marchés électroniques. Les autorités estiment qu'entre 2016 et 2020 – la dernière année pour laquelle des données sont disponibles –, l'utilisation de Prozorro a permis de réaliser des économies d'environ 6 milliards d'USD et contribué à déceler des violations dans 33 348 appels d'offres. Pendant la période considérée, l'Ukraine a adopté une liste des marchandises soumises à des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux dans le cadre des marchés publics, notamment les pompes, les camions d'incendie et les ambulances. Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux marchés couverts par l'AMP ni par les ACR de l'Ukraine. Dans le contexte du lancement, en février 2024, de la plate-forme économique "Made in Ukraine", le Premier Ministre a annoncé que les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux seraient étendues aux marchés de la défense et à d'autres domaines.

25. Il est extrêmement important d'améliorer l'efficacité des principaux secteurs des infrastructures pour assurer le développement économique rapide et soutenu de l'Ukraine. Dans cette optique, le pays a mis en place des réformes dans les secteurs de l'électricité, des transports, des services financiers et des télécommunications depuis le précédent examen.

26. Malgré ses ressources énergétiques abondantes, l'Ukraine reste tributaire des importations d'énergie, y compris de charbon, de gaz naturel, de pétrole brut et de pétrole raffiné. Pour ce qui est de l'électricité, elle a été exportateur net jusqu'en 2022, date à laquelle elle est devenue importateur net à la suite d'attaques continues contre son infrastructure électrique, qui ont entraîné de fréquentes coupures. Afin de renforcer la résilience de son réseau électrique, l'Ukraine a encouragé la production décentralisée d'électricité. En outre, l'Ukraine et l'Europe ont synchronisé leurs réseaux électriques, ce qui a nettement contribué à la sécurité énergétique de l'Ukraine dans le contexte de la guerre. Au cours de la période considérée, le pays a ouvert les marchés de détail et de gros de l'électricité à la concurrence, mis en place des opérateurs de réseaux de transport de l'électricité et du gaz entièrement dégroupés, et renforcé l'indépendance de son organisme de réglementation de l'énergie. L'État continue de jouer un rôle important sur le marché de l'énergie,

y compris au moyen de la réglementation des prix du gaz et de l'électricité, dont il a été constaté qu'elle réduisait la concurrence sur le marché, freinait l'innovation et décourageait l'investissement.

27. Avant 2022, les énergies renouvelables représentaient 11% de la production nationale d'énergie. Afin de promouvoir les énergies renouvelables et d'accroître leur part dans la production totale d'énergie, l'Ukraine applique des régimes d'incitation dans le cadre desquels les producteurs d'électricité renouvelable reçoivent des primes pour l'utilisation d'équipements d'énergie renouvelable d'origine nationale. En outre, elle applique une taxe carbone aux émissions provenant de la production d'électricité et de l'industrie, à un taux toutefois considéré trop bas par le FMI pour encourager la décarbonation à grande échelle et l'amélioration de l'efficacité énergétique. L'Ukraine prévoit de réintroduire la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre (qui a été suspendue en vertu de la loi martiale) pour préparer l'adoption d'un régime national pilote d'échange de droits d'émission.

28. Les coûts de transport sont un facteur déterminant des coûts du commerce en Ukraine, qui a l'un des ratios du volume des transports au PIB les plus élevés en Europe. Cela s'explique par la vaste étendue du territoire de l'Ukraine, sa faible densité de population et sa forte dépendance envers le commerce des produits de base. Les autorités reconnaissent que le secteur des transports et de la logistique du pays est sous-développé, ce qui tient en partie à plusieurs décennies de sous-investissement dans les infrastructures essentielles liées au commerce. La guerre en cours, qui a donné lieu à la destruction des infrastructures essentielles de transport, à de graves perturbations des routes maritimes et à la fermeture de l'espace aérien ukrainien à l'aviation civile, a aggravé bon nombre des difficultés rencontrées par le secteur national des transports.

29. Les progrès accomplis au cours de la période considérée en ce qui concerne la réforme du secteur des transports de l'Ukraine ont été largement portés par les engagements bilatéraux de libéralisation contractés avec l'Union européenne. Parmi les réformes menées figurent l'intégration progressive de l'Ukraine dans le marché intérieur de l'aviation de l'UE, au titre de l'Accord entre l'UE et l'Ukraine sur la création d'un espace aérien commun, qui est appliqué à titre provisoire depuis octobre 2021, et l'élimination des prescriptions en matière de permis applicables à la fourniture de services bilatéraux de transport et de transit par voie terrestre, au titre de l'Accord entre l'UE et l'Ukraine sur le transport de marchandises par voie terrestre, qui est en vigueur depuis décembre 2022. Néanmoins, plusieurs difficultés persistent, y compris en ce qui concerne l'accès au marché des services d'escale dans les aéroports et l'absence de contrôle unifié des zones portuaires, qui peut constituer un obstacle à la coordination des investissements dans les infrastructures portuaires. En outre, le marché ferroviaire fait essentiellement l'objet d'un monopole et n'a pas d'organisme de réglementation indépendant; en conséquence, la société de chemins de fer de l'État, qui est l'acteur dominant sur le marché, affiche un retard en matière d'investissement.

30. Lors du précédent examen de l'Ukraine, le système bancaire traversait une crise profonde, ce qui avait incité le pays à adopter un large éventail de mesures destinées à rétablir la stabilité, à améliorer les règles prudentielles et à renforcer le gouvernement d'entreprise des banques, conformément aux normes de l'UE et aux normes internationales. Pendant la période considérée, l'Ukraine a simplifié le régime de licences applicable aux compagnies d'assurance et mis à jour la législation régissant le secteur des services financiers non bancaires. Le secteur financier est ouvert à la participation étrangère. Bien que les résultats de l'Ukraine en matière d'inclusion financière soient relativement bons (84% des adultes détenaient un compte dans une institution financière en 2021, soit une hausse de 21 points de pourcentage par rapport à 2017), le secteur financier reste relativement sous-développé, ce qui pose des problèmes d'accès au crédit, en particulier pour les MPME. La part du crédit bancaire dans le PIB (11,5% en 2024) a régulièrement diminué au cours de la période considérée. En ce qui concerne spécifiquement le financement du commerce, en 2018, l'Ukraine a créé une Agence de crédit à l'exportation, qui est chargée de l'assurance et de la réassurance des crédits à l'exportation, des contrats internationaux, des garanties bancaires et des investissements (nationaux et étrangers) dans les infrastructures et l'industrie, y compris contre les risques politiques et de sécurité.

31. En Ukraine, le secteur des télécommunications est de plus en plus dominé par les services mobiles et Internet, en phase avec les évolutions mondiales. Les trois opérateurs nationaux dans le segment de la téléphonie mobile sont détenus en partie par des capitaux étrangers. Au cours de la période à l'examen, l'infrastructure des télécommunications a été améliorée et modernisée, tant sur le plan matériel que réglementaire. À la fin de 2021, les réseaux mobiles 4G couvraient 92% de la population, mais le lancement de la 5G, prévu initialement pour fin 2021, a été reporté à 2025 en

raison des complications liées à la guerre en cours. L'Ukraine n'impose pas de restriction à la propriété étrangère des opérateurs de réseaux de télécommunications. Pendant la période à l'examen, une nouvelle loi portant création d'un organisme de réglementation des télécommunications indépendant sur le plan politique a été adoptée. Cette loi autorise aussi les fournisseurs de services de télécommunication à fournir la plupart des services après avoir adressé un préavis à l'organisme de réglementation, plutôt que de les obliger à obtenir une licence. L'Ukraine a réalisé des progrès importants dans la réduction de la fracture numérique, bien que des différences persistent entre les régions en ce qui concerne l'accès à Internet.

32. En résumé, au cours de la période considérée, l'Ukraine a continué de prendre des mesures pour améliorer son régime commercial globalement ouvert, malgré les difficultés causées par la guerre. Son processus d'intégration dans l'UE et son statut de Membre de l'OMC ont constitué un point d'ancrage des réformes des politiques commerciales et liées au commerce qu'elle a adoptées, y compris dans des domaines tels que la facilitation des échanges et de l'investissement, les normes et règlements, et les droits de propriété intellectuelle, ainsi que dans des secteurs de services clés comme l'énergie, les transports, les services financiers et les télécommunications. Des réformes supplémentaires visant à accroître la transparence, à améliorer le climat des affaires, à promouvoir la concurrence et à réduire les coûts du commerce pourraient contribuer à accélérer la transition de l'Ukraine vers une économie à forte productivité et favoriser l'intégration continue de secteurs clés comme l'agriculture, les minéraux et les technologies de l'information dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier une fois que la paix sera rétablie. Il est aussi très important de poursuivre et d'approfondir le processus de réforme pour que la reconstruction du pays permette d'établir, avec le soutien adéquat des partenaires internationaux, une économie plus inclusive, résiliente et durable, qui soit en mesure de relever les niveaux de vie de la population ukrainienne.